



Madrid, 8 de junio de 2019

PRIMER EJERCICIO - PARTE B
(ASPIRANTES FORMA DE ACCESO LETRA A, G, R Y L)

Développement régional et Cohésion au-delà de 2020: le nouveau cadre en un coup d'œil

Un accent mis sur cinq priorités d'investissement, là où l'UE est la mieux placée pour produire des résultats

Les investissements de l'UE au cours de la période 2021-2027 seront guidés par cinq grands objectifs:

La plus grande partie des investissements de développement régional sera concentrée sur les deux premiers objectifs+ : 65 % à 85 % des ressources du FEDER et du Fonds de cohésion seront consacrés à ces priorités, en fonction de la richesse relative des États membres.

- une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises;
- une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique;
- une Europe plus connectée, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique;
- une Europe plus sociale, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé;
- une Europe plus proche des citoyens, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne.

Une approche plus adaptée au développement régional

La politique de cohésion poursuivra ses investissements dans toutes les régions, toujours sur la base de trois catégories (régions moins développées, en transition et plus développées).

La méthode de répartition des fonds reste essentiellement fondée sur le PIB par habitant. De nouveaux critères sont ajoutés (chômage des jeunes, faible niveau scolaire, changement climatique, accueil et intégration de migrants) pour mieux tenir compte de la réalité sur le terrain. L'UE continuera à fournir une aide particulière à ses régions ultrapériphériques.

La politique de cohésion apporte un soutien aux stratégies de développement menées au niveau local et donne davantage de pouvoir aux autorités locales dans la gestion des fonds. La dimension urbaine de la politique de cohésion est renforcée, avec une part de 6 % du FEDER consacrée au développement urbain durable et la création d'un programme de mise en réseau et de renforcement des capacités destiné aux autorités urbaines, l'Initiative Urbaine Européenne.

Simplification: des règles plus courtes, moins nombreuses et plus claires

Pour les entreprises et les entrepreneurs qui bénéficient de l'appui de l'UE, le nouveau cadre offre moins de lourdeurs administratives, grâce à des moyens plus simples de demander les paiements



et à l'utilisation des options simplifiées. Pour faciliter les synergies, un corpus unique couvre à présent sept fonds de l'UE mis en œuvre en partenariat avec les États membres («gestion partagée»). La Commission propose également des contrôles allégés pour les programmes qui peuvent se prévaloir d'un bon bilan et un recours accru à des systèmes de gestion nationaux ainsi que l'extension du principe de l'audit unique, afin d'éviter la duplication des contrôles.

Un cadre assoupli

Le nouveau cadre combine la stabilité nécessaire pour planifier l'investissement et le niveau approprié de souplesse budgétaire permettant de faire face aux événements imprévus. Une révision à mi-parcours déterminera si des changements sont nécessaires dans les programmes pour les deux dernières années de la période de financement, en fonction de nouvelles priorités, de la performance des programmes et des recommandations par pays les plus récentes.

Des transferts de ressources limités seront possibles au sein des programmes, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation formelle de la Commission. Une disposition spécifique permettra, en cas de catastrophe naturelle, de mobiliser des financements de l'UE dès le premier jour de l'événement.

Vers plus de synergies dans le cadre des outils budgétaires de l'UE

Le corpus unique couvrant les fonds de la politique de cohésion et le Fonds «Asile et migration» facilitera le développement de stratégies d'intégration locale pour les migrants menées avec l'appui de ressources de l'UE utilisées en synergies; le Fonds «Asile et migration» sera axé sur les besoins à court terme des migrants à leur arrivée tandis que les fonds de la politique de cohésion financeront leur intégration sociale et professionnelle. En outre, il sera plus facile d'établir des synergies avec d'autres instruments de l'UE, tels que la Politique Agricole Commune ou les programmes Horizon Europe, LIFE ou Erasmus+.

Interreg: Éliminer les obstacles transfrontaliers et encourager les projets interrégionaux d'innovation

La coopération interrégionale et transfrontalière sera favorisée par la nouvelle possibilité pour une région d'affecter une part des fonds qui lui sont attribués au financement de projets partout en Europe, conjointement avec d'autres régions.

La nouvelle génération de programmes de coopération interrégionale et transfrontalière (Interreg) aidera plus efficacement les États membres à lever les obstacles transfrontaliers et à mettre en place des services conjoints. La Commission propose un nouvel instrument destiné aux régions frontalières et aux pays désireux d'harmoniser leurs cadres juridiques, le Mécanisme transfrontalier européen.

Tirant parti du succès d'une action pilote réalisée au cours de la période 2014-2020, la Commission propose de créer les Investissements Innovants Interrégionaux. Les régions présentant des atouts compatibles de «spécialisation intelligente» bénéficieront d'un soutien financier supplémentaire pour travailler ensemble sur des groupements paneuropéens dans des secteurs prioritaires tels que les mégadonnées, l'économie circulaire, les industries manufacturières de pointe ou la cybersécurité.